Zuschlag : fin de «l’affaire»

53

85 audiences, 150 témoignages, 1200 pages de procès-verbal, 20 000 pages de documentation et…une condamnation à 8 ans et demi de prison pour János Zuschlag : tel est le bilan de « l’affaire Zuschlag », une affaire de corruption débutée en 2005 à Kiskunhalas, dans le département de Bács-Kiskun, suite à un contrôle financier mené auprès de plusieurs associations sur l’utilisation de subventions européennes.

En 2007, le député MSZP János Zuschlag, alors responsable du parti dans le département de Bács-Kiskun, est arrêté avec plusieurs complices présumés pour abus de biens sociaux. Ils sont soupçonnés d’avoir détourné plusieurs millions de HUF de subventions européennes, collectées par plusieurs fondations et associations. 4 ans plus tard, l’enquête a démontré que ces organisations avaient tissé des coopérations fictives afin de percevoir et de détourner ces ressources à des fins politiques, entre 2000 et 2006, notamment pour financer différentes organisations socialistes, comme le Fibisz (Association de jeunes socialistes) via des candidatures donnant accès à des fonds publics.

Selon le bilan de l’enquête, 75 millions de HUF de fonds publics ont ainsi été détournés à des fins politiques, dont 50 millions ont déjà été remboursés par Zuschlag. Le verdict, prononcé par le Tribunal de Bács-Kiskun, vient de condamner János Zuschlag à 8 ans et demi de détention tandis que l’un de ses complices, István

Lados, a écopé de 2 ans de prison. Ce dernier a bénéficié d'une condamnation plutôt clémente pour avoir coopéré avec les enquêteurs, leur fournissant des informations précises concernant les détails de ces détournements. 6 autres personnes ont également été condamnées à des peines de prison.

La défense, considérant le jugement excessif (la jurisprudence fait état de 5 ans de prison maximum pour ce type de délit), a décidé de faire appel et pointe la responsabilité de la constitution. Selon les avocats de J. Zuschlag, le financement des partis politiques reste problématique et laisse libre court à toutes sortes d'abus financiers.

Parmi les 150 témoignages enregistrés figuraient ceux de Ferenc Gyurcsány, ministre des sports au moment des faits, d'Attila Mesterházy, l'actuel candidat socialiste au poste de Premier Ministre, István Ujhelyi, vice-président du MSZP, et György Szilvásy, ancien ministre sans portefeuille chargé de la supervision des services secrets civils. 7 autres accusés ont été condamnés à des peines de prison dont un, András Ôri, ancien président de Fibisz Zala, ne s'est pas présenté devant le tribunal et est actuellement recherché par la police.

Kata Bors

János Zuschlag: Après avoir obtenu son baccalauréat à Kiskunkhalas, il a suivi des études d'histoire à l'Université Eötvös Loránd à Budapest. Il a débuté sa carrière politique sous l'aile du Mouvement des Jeunes Socialistes. En 1998 ils devient le plus jeune député parlementaire à seulement 21 ans. En 2002 il parvient de nouveau à entrer au Parlement mais en 2004 il renonce à son mandat du fait de pressions sociales et politiques après qu'il eut exprimé des propos antisémites. En 2006 il est élu membre du conseil municipal de Kiskunhalas. Il est en détention depuis 2007. Suite au verdict, le MSZP a pris l'initiative de l'exclure du parti.

-

Catégorie
Agenda Culturel